

# LA PRESSE EN REVUE...

**VENDREDI 29 AVRIL 2012**

## SOMMAIRE

- 1) En chute libre
- 2) Le PS va mal
- 3) Pneumologue pollueur !
- 4) Un accord intermittent ?!...
- 5) Dieu Le Guen
- 6) Loi "anti républicaine »
- 7) La Vall...S à mille temps...

Gérard Diez La Presse en Revue

**I) Le PS a perdu les deux tiers de ses adhérents en dix ans**





Ilan Caro

## II) Trois indices qui montrent que le PS va mal, 14 ans après le 21 avril 2002

Alors que les sondages sont catastrophiques pour François Hollande, le PS perd ses adhérents, la fédération du Nord est au bord de la banqueroute et plusieurs députés, désenchantés, ne veulent pas se représenter.

Is sont environ 100 000 à l'heure actuelle, selon les chiffres donnés par Jean-Christophe Cambadélis.

Le PS va mal, très mal. Alors que les proches de François Hollande lancent l'initiative Hé oh la gauche, lundi 25 avril, pour tenter de promouvoir les aspects positifs du quinquennat en cours, le Parti socialiste continue à subir une importante hémorragie de militants.

Selon les derniers chiffres – approximatifs – donnés par son Premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, le PS ne compterait plus que 100 000 adhérents. Et d'ici la fin avril, quelque 26 000 d'entre eux pourraient être radiés, faute d'avoir réglé leur cotisation depuis plus de deux ans, affirme Le Figaro.

L'opacité règne sur le nombre de militants au sein des partis politiques, ces dernières rechignant souvent à communiquer des données claires. Pour établir ce graphique, francetv info s'est donc appuyé sur des chiffres parus dans la presse, ainsi que sur le nombre de personnes inscrites sur les listes du PS lors des congrès de Reims (2008), Toulouse (2012) et Poitiers (2015).

Depuis 2006, le PS a ainsi perdu plus de la moitié de ses troupes. Cette année-là, il avait atteint un record avec 280 000 inscrits, grâce à une campagne d'adhésion à 20 euros et l'engouement suscité par la pré-campagne électorale de 2007.

Au vu de l'évolution des adhésions, il semble improbable, voire impossible que l'objectif de 500 000 militants, fixé en 2014 par Jean-Christophe Cambadélis pour la campagne de 2017, soit atteint. En 2012, même la campagne victorieuse de François Hollande n'avait pas réussi à endiguer les départs.

[francetvinfo.fr](http://francetvinfo.fr)



Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, donne une conférence de presse après le Bureau national du parti, le 7 mars 2016. (DOMINIQUE FAGET / AFP)



Comment la rue de Solferino va-t-elle commémorer, jeudi, le 21 avril 2002 ? Sinistre anniversaire pour le PS : il y a quatorze ans exactement, son candidat, le Premier ministre sortant Lionel Jospin, était éliminé à l'issue du premier tour de la présidentielle. Restaient en lice le chef de l'Etat sortant, Jacques Chirac, et le président du FN de l'époque, Jean-Marie Le Pen.

Le scénario risque-t-il de se reproduire en 2017 ? A en croire les derniers sondages, François Hollande serait battu dès le premier tour s'il brigue sa succession. Mais les medias notent d'autres signes de déliquescence du parti présidentiel :

### Les adhérents fondent comme neige au soleil

Où sont passés les militants ? En 2014, le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, voulait multiplier leur nombre par trois pour atteindre les 500 000 en 2017. Las ! A un an de la présidentielle, les troupes tiennent de l'armée des ombres.

"Le leader du PS lui-même vient de concéder que le parti ne totalisait que 100 000 adhérents. Un pointage plutôt optimiste puisque selon nos

informations, la réalité serait plus proche des 80 000. Certains dirigeants, encore plus alarmistes, évoquent même seulement 60.000 cartes PS", selon Europe 1. Cruelle, la radio relève que "la formation est désormais talonnée par le FN, qui tourne autour de 50 000 adhérents, et largement distancée par Les Républicains, qui en revendique plus de 238 000". Qui restera-t-il pour tracter ou tenter le porte-à-porte, au printemps prochain ?

### **40 députés ne se représenteront pas**

Même les élus ont du vague à l'âme. A en croire Paris Match, "une quarantaine de députés socialistes (sur 334 aujourd'hui) ont déjà choisi de ne pas se représenter aux prochaines élections législatives".

Les raisons sont multiples, détaille l'hebdomadaire. Certains estiment avoir fait leur temps (72 députés, toutes couleurs confondues, sont âgés de plus de 70 ans), et d'autres doivent choisir entre différents mandats pour éviter le cumul. Mais quelques-uns avouent leur désenchantement après un quinquennat qui n'a pas répondu à leurs espérances. Ainsi, "déçu par le PS et la vie politique actuelle, Pouria Amirshahi (44 ans, 1 mandat, Français de l'étranger) a décidé de tout quitter, sauf son engagement militant. Il ne se représentera pas", précise l'hebdomadaire. Et il n'est apparemment pas le seul.

### **La fédération du Nord au bord de la banqueroute**

La Fédération du Nord ? "Longtemps, elle fut l'un des navires amiraux du PS", écrit Le Parisien. Mais les dernières élections ont mis à mal l'ancien fief de Pierre Mauroy. Aux municipales de mars 2014, si Martine Aubry a gardé Lille, la gauche a perdu les mairies de Roubaix et Tourcoing. En mars 2015, le département tombe à droite. Aux régionales de 2015, le retrait du candidat PS Pierre de Saintignon pour éviter la victoire du Front national a pour conséquence l'absence totale d'élu socialiste au conseil régional.

Résultat : entre la perte d'élus (et la part d'indemnités qu'ils versaient au parti) et de militants (baisse des cotisations), la banqueroute menace. Mercredi 21 avril, "la responsable départementale, Martine Filleul, lancera un appel aux dons lors d'une conférence de presse". Cet appel aux dons, poursuit Le Parisien "s'accompagne d'un plan de rigueur drastique. Outre les économies de personnel (les salariés

sont passés de six à trois), la fédération PS du Nord va devoir se séparer d'une partie de son patrimoine immobilier (...) A Lille, il se murmure même qu'elle pourrait vendre une partie de son siège à la découpe !" Fin d'une époque.

francetvinfo.fr

## **III) Le Sénat dénonce à la justice Michel Aubier, le pneumologue qui ne crachait pas sur le diesel**

Par LIBERATION



Michel Aubier, pneumologue, en mars 2013 à l'hôpital Bichat à Paris.  
Photo Philippe Dobrowolska

**Le Sénat va transmettre à la justice le dossier du pneumologue, accusé d'avoir menti sous serment en assurant n'avoir aucun lien avec l'industrie pétrolière, alors qu'il était rétribué par le groupe Total depuis plus de 20 ans.**

Le Sénat va transmettre à la justice le dossier du médiatique pneumologue parisien Michel Aubier, accusé d'avoir menti sous serment devant une commission d'enquête parlementaire en assurant n'avoir aucun lien avec l'industrie pétrolière,

alors qu'il était rétribué par le groupe Total depuis plus de vingt ans, comme nous le révélions mi-mars. Le Bureau du Sénat, qui a pris cette décision rarissime après avoir auditionné Michel Aubier au lendemain de nos révélations, a rappelé que «la prestation de serment devant une commission d'enquête était un acte solennel qui engageait son auteur».

«Je n'ai aucun lien d'intérêt avec les acteurs économiques», avait déclaré le 16 avril 2015 Michel Aubier devant la commission d'enquête sur le coût de la pollution atmosphérique, selon notre enquête. Ancien chef du service de pneumologie-allergologie à l'hôpital Bichat de Paris, professeur à l'université Paris-Diderot, membre et ancien directeur de l'unité Inserm 1152 «Physiopathologie et épidémiologie de l'insuffisance respiratoire», entre autres fonctions prestigieuses, Michel Augier était interrogé sur la façon dont l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris appréhende la question des coûts économiques et financiers de la pollution de l'air, en particulier par la prise en charge des pathologies qui y sont liées.

Relire notre enquête : Michel Aubier, un pneumologue qui ne crache pas sur le diesel

Mais en mars, devant la commission du Sénat qui s'était alors réunie exceptionnellement à huis clos, il avait reconnu qu'il touchait de 50 000 à 60 000 euros par an du groupe pétrolier Total depuis la fin des années 1990. «Ce mensonge est d'autant plus inadmissible qu'il touche une question de santé publique», s'était indignée la rapporteure de la commission, la sénatrice écologiste Leïla Aïchi.

Michel Aubier risque jusqu'à 5 ans de prison et 75 000 euros d'amende.



[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## IV) Assurance-chômage : le pied de nez des intermittents au Medef

Derek Perrotte / Journaliste



L'accord ne marque pas non plus le clap de fin de la mobilisation des intermittents. « La lutte continue », indique un communiqué de la CGT Spectacle. - AFP

**Les intermittents du spectacle et leurs employeurs sont parvenus à un accord sur l'évolution de leur assurance-chômage. Il facilite l'accès au régime des plus précaires et réduit les droits des plus actifs. Mais son impact financier est flou et restera loin des économies exigées par le Medef et la CFDT pour réduire le déficit de l'Unédic. L'Etat devra remettre au pot.**

On occupe les théâtres à Odéon mais on se serre la main rue de Grenelle. Dans la nuit de mercredi à jeudi, au ministère du Travail, les syndicats et le patronat du spectacle sont parvenus à un accord sur l'assurance-chômage des intermittents.

La CGT Spectacle salue des « avancées importantes ». Pour cause : elle a obtenu la réforme du calcul des droits qu'elle réclamait depuis plus de dix ans.

Les techniciens comme les artistes auront 12 mois - et non plus 10 ou 10,5 - pour effectuer les 507 heures de travail ouvrant droit à allocations, avec un système de date anniversaire.

Des « clauses de rattrapage » sont même introduites, avec une prolongation d'indemnisation de six mois pour ceux ayant au moins 338 heures. D'autres droits, visant des publics plus limités, sont aussi améliorés, dans la prise en compte des heures d'enseignement et des maladies de longues durées.

## Les intermittents les plus actifs pénalisés

Ces mesures vont mécaniquement augmenter le nombre d'intermittents couverts. Mais pas les dépenses, au contraire même, assurent les signataires, au titre des économies prévues en parallèle : le texte abaisse de 20 % le plafond mensuel d'allocation, à 3.797 euros, et instaure un délai de carence lié aux congés payés. Ces deux mesures, et le retour à la date anniversaire, vont pénaliser les intermittents les plus actifs. « Ces « permittents » doivent basculer sur des CDI », insiste la CGT.

Au final, l'ensemble des mesures sur les droits devraient dégager quelque 40 millions d'économies par an, avance la CGT Spectacle, auxquels s'ajouteraient 40 millions d'euros de recettes supplémentaires, avec une hausse de 1 % des cotisations patronales et la suppression d'abattements professionnels, prévues par l'accord.

## Loin du cadrage financier défini

Ce total de 80 millions d'euros de réduction du déficit annuel (soit un quart de ce denier) est toutefois sujet à de vifs débats entre experts, qui s'opposent notamment sur le coût réel du passage à 12 mois pour les 507 heures, ce dernier pouvant engendrer de lourds effets de comportement difficiles à mesurer. Seule certitude : c'est un pied de nez au patronat et aux syndicats réformistes, tant on restera de toute façon loin du cadrage financier qu'ils avaient défini, à savoir dégager 185 millions d'économies par an (la moitié du déficit structurel).

Ce n'est pas une surprise et c'est toute la limite d'avoir confié aux syndicats et patronat du spectacle, comme l'a fait le gouvernement, la réforme d'un système où chacun d'eux trouve son compte sur le dos des finances de l'Unédic... A ce stade, tant le Medef que la CFDT se gardent de commentaires officiels : l'Unédic et un comité d'experts ont trois semaines pour mesurer l'impact financier réel de l'accord et « il faut les laisser travailler. »

Cet accord sera-t-il repris tel quel par les partenaires sociaux dans le cadre plus large des négociations Unédic ? « Selon la loi, s'il y a un accord, il s'applique, pour autant qu'il rentre dans le cadrage financier. Tout le débat dans les heures qui viennent est de savoir s'il rentre dans ce cadrage », a résumé jeudi matin, sur LCP, le député PS Jean-Patrick Gille, médiateur du conflit

des intermittents en 2014.

## Fond de soutien de 90 millions

Reste aussi à savoir si l'Etat, comme l'y invite le cadrage financier, remettra lui-même au pot en complément, à hauteur de quelque 80 millions d'euros, en prolongeant le geste consenti à l'été 2014 pour sortir de la précédente crise. C'est très probable : à un an de l'élection présidentielle, la ministre de la Culture, Audrey Azoulay, veut avant tout éviter un conflit avec le monde de la culture lors des festivals de l'été et a promis de « ne pas laisser tomber les intermittents. »

Le Premier ministre, Manuel Valls, a lui annoncé ce jeudi matin que le « fonds de soutien à l'emploi » pour les intermittents du spectacle, promis cet automne, allait bien être « mis en oeuvre » et financé par l'Etat « à hauteur de 90 millions d'euros ». Mais, ces mesures reviennent à contourner le débat de fond - qui de l'Etat ou l'Unédic doit payer pour les avantages spécifiques aux intermittents - et à reporter, encore, une réforme plus en profondeur du régime.

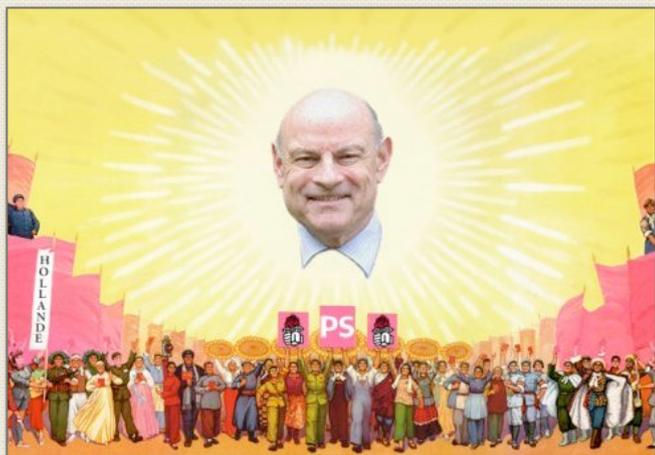
## « La lutte continue »

L'accord ne marque pas non plus le clap de fin de la mobilisation des intermittents. « La lutte continue », indique un communiqué de la CGT Spectacle. « Pour s'opposer au Medef qui vient de proposer des économies inacceptables sur le dos des chômeurs du régime général », un rassemblement est prévu ce jeudi midi devant le Medef, où s'ouvrira cet après-midi la cinquième séance de négociation sur l'Unédic. Les intermittents rejoindront ensuite les cortèges place de la République pour participer « avec tous les salariés » à la mobilisation « pour le retrait de la loi Travail », dont les députés entameront mardi l'examen en séance plénière.

LesEchos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## V) Le Guen, phare de la pensée



Par Guillaume Liégard

**La lecture de La Gauche qui vient, du secrétaire d'État aux relations avec le Parlement, relève incontestablement de l'épreuve. Elle n'en est pas moins instructive sur l'évolution idéologique de certaines sphères dirigeantes du "socialisme" français.**

Surnommé le ministre des tensions avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen vient de commettre un opuscule, heureusement gratuit, intitulé La gauche qui vient. Fiche de lecture.

### Jean-Marie et les inégalités

Comme son mentor de premier ministre, Jean-Marie Le Guen aime l'entreprise et s'agace des oripeaux qui obstruent une pensée moderne de la compétitivité et de l'épanouissement : « À gauche, une lecture caricaturale, issue de la vulgate marxiste, a trop longtemps rapporté l'entreprise à la seule dimension de l'exploitation de l'homme par l'homme, et en a fait la source de tous nos maux.(...) Mais nous devons définitivement rompre avec ces vieilles lunes de "lutte des classes" opposant radicalement les patrons et les travailleurs, dans lesquelles les Français ne se reconnaissent pas. »

Pour autant, soyons honnête, notre secrétaire d'État a su préserver toute sa rage contre les injustices de notre monde moderne. On saisira l'audace économique de Jean-Marie Leguen, à des fulgurances de la radicalité comme cette fine analyse : « Si certaines inégalités peuvent s'avérer justifiées, il est néanmoins manifeste que les hyper-inégalités ne sont pas une source de progrès pour tous (trickle-down economics), mais bien

une source d'inquiétudes croissantes, notamment pour les classes moyennes des pays développés » (page 10). C'est vrai que la bataille pour un peu plus de justice sociale paraît floutée, que l'existence même des catégories populaires qui paient le prix fort de la crise semble improbable, mais tout cela, après tout, c'est le passé.

### Jean-Marie humaniste

Digne représentant de son époque, le secrétaire d'État sait bien que la gauche archaïque n'était pas seulement marquée par son égalitarisme naïf mais aussi par une certaine conception de l'humanisme vis à vis de populations soumises aux ravages de la guerre. Conscient qu'il faut évoluer sur ce terrain aussi, face à la tragédie des migrants en Méditerranée, voilà que Jean-Marie Le Guen se veut défenseur d'un nouveau concept, l'accueil de loin : « Mais personne ne doit non plus négliger le fait que les capacités d'accueil des pays européens sont limitées et variables selon leurs situations économique, démographique et politique. La réponse la plus durable et la plus adaptée consiste donc bien à développer l'accueil dans les pays limitrophes. Ce qui suppose nécessairement une intensification notable de notre soutien humanitaire et économique à ces pays » (page 15).

Une remarque pour le moins indécente lorsque le gouvernement français s'est fort modestement engagé en novembre 2015 à accueillir 30.000 réfugiés en deux ans bien loin des 120.000 Vietnamiens de 1979 ou des 500.000 Espagnols entre 1936 et 1939. La réalité est encore bien pire. Selon un article de L'Obs, "Crise des migrants : la France attend toujours ses réfugiés", fin décembre, on totalisait l'arrivée de dix-neuf Somaliens en tout et pour tout. À ce rythme, le quota français devrait être atteint dans une petite centaine d'années. Il va de soi, par contre, que le Liban et ses 4,4 millions d'habitants n'a aucun problème à gérer l'afflux de 1,1 million de réfugiés syriens, ce qui n'a occasionné qu'une augmentation de 25% de la population.

### Jean-Marie sait parler à sa gauche

Jean-Marie Le Guen aime, adore ceux qui sont à sa gauche, ce qui arrive assez vite en réalité. Dès le printemps 2014, il avait su trouver les mots pour qualifier ses camarades frondeurs : « Ces soi-disant socialistes » et autres « brebis galeuses ». En 2015, il avait eu un petit mot doux pour le PCF : « Les communistes ne fêteront pas leur centenaire ». Son opuscule de 2016 traduit un

nouveau phénomène de radicalisation qui mériterait sans doute une fiche S. La gauche radicale (en gros à partir des frondeurs) se voit parée de ses plus beaux atours : « Mais une part de la gauche radicale se complaît également dans un tableau apocalyptique, misérabiliste de notre pays. Elle ne s'extrait pas non plus d'une vision complotiste de la situation, même si elle substitue comme coupable de tous nos maux le libéralisme au cosmopolitisme » (page 22).

Mais le meilleur était à venir et page 53 : « Enfin, ce séparatisme est porté par une part de la gauche de la gauche, qu'on pourrait être tenté de qualifier – de manière polémique – d'"islamo-gauchisme". Pour des raisons compassionnelles, en ne voyant les personnes d'origine arabo-musulmane que comme des victimes et des opprimés, cette gauche, bien incarnée par Clémentine Autain, est prête à céder totalement au différentialisme culturel ». Presque inquiet de ces propos apaisants, J.-M. Le Guen a cru utile d'ajouter dans la presse que la co-directrice de Regards est « prête à céder totalement au différentialisme culturel » en acceptant « de substituer des normes religieuses et communautaires à nos droits et nos règles républicaines ». On lira ici la tribune de Clémentine Autain parue dans Le Monde en réponse aux délires du ministre.

### Jean-Marie 2017

Les pensées profondes et subtiles n'auraient pas de sens si elles ne se confrontaient pas à la dure réalité pratique, celle de l'élection présidentielle de 2017. Constatant l'éclatement et les difficultés des forces à gauche, J.-M. Le Guen sait en reconnaître les causes : « On pourrait presque croire que cet amour des divisions sans fin qui caractérisaient les groupuscules trotskistes et maoïstes a contaminé la gauche tout entière ». Lui n'est pas un archéo-débile, il sait bien que la politique gouvernementale ne saurait être la cause d'un quelconque problème.

Pourtant, face au danger du Front national, le rassemblement de toute la gauche derrière une candidature raisonnable ne lui paraît pas suffisante : « Face à cette menace, la droite comme la gauche continuent à se considérer et à se traiter comme irréductibles l'une à l'autre, alors même que chacun des camps sait qu'il devra compter sur le soutien de l'autre pour l'emporter au deuxième tour. Il y a dans cette hystérisation, cette "essentialisation" du clivage droite-gauche conforme aux habitudes récentes de notre théâtre politique une bonne dose d'hypocrisie et un

certain degré d'irresponsabilité. Car, si la campagne de 2017 se déroule dans un climat d'affirmation agressive du clivage gauche-droite, il sera très difficile pour le candidat qualifié de surmonter l'aigreur, l'amertume des électeurs de l'autre camp » (Page 73).

### Jean-Marie stratège

Rassembler la gauche ou dépasser le clivage gauche-droite, le problème semble insoluble. Heureusement, dans un renversement dialectique lumineux, notre phare de la pensée a la solution : « Mais je ne me résigne pas à cette division mortifère de la gauche. J'en appelle donc à un double dépassement simultané : celui du clivage droite-gauche dans le camp républicain, et celui des deux gauches dans une gauche rassemblée » (page 85). Unifier la gauche pour s'allier avec la droite, voilà la subtilité, le Front national promu seul opposant s'en frotte les mains d'avance. Car c'est bien d'un accord sur le fond qu'il s'agit, notre fin stratège a déjà pensé au programme commun des législatives : « Là encore, c'est donc bien l'hypothèse d'un front républicain qui se dessine. Dans les travaux parlementaires, il pourrait prendre la forme d'un compromis sur le socle programmatique des textes ayant vocation à être adoptés par la majorité républicaine des deux chambres. Mais, dès l'amont, il pourrait s'esquisser dans l'entre-deux-tours des législatives, puisque des désistements pour soutenir les candidats républicains les mieux placés seront forcément envisagés ».

On savait Jean-Marie Le Guen hargneux, on le connaissait approximatif sur sa gestion de la MNEF, sur ses déclarations de patrimoine, le voilà au moins limpide sur un projet de destruction de tout ce qui a fait la gauche dans ce pays depuis la Révolution française. Au delà des phrases creuses et prétentieuses, au-delà des perles fort nombreuses qui parsèment le livre, ce n'est pas de "Hé Oh la gauche", mais bien de "Au revoir la gauche" qu'il s'agit. Raison de plus pour dire adieu à Jean-Marie Le Guen, et à tous ses amis, dès 2017.



La gauche qui vient de Jean-Marie Le Guen, fondation Jean Jaurès, zéro euro.

regards.fr

## VI) La philosophie de la loi El Khomri est "anti-républicaine", estime Jean-Claude Mailly

Magazine Marianne

Pour commencer la quatrième journée de mobilisation contre la loi Travail portée par Myriam El Khomri, le secrétaire général de Force ouvrière Jean-Claude Mailly lui a porté ce jeudi 28 avril sur France info un nouveau coup. Malgré les reculs du gouvernement subsiste encore l'inversion de la hiérarchie des normes, une disposition qui selon lui "ne correspond pas à la valeur d'égalité républicaine".



Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de Force ouvrière, ne lâche rien devant la loi El Khomri. - SIPA

On ne lâche rien. En ce quatrième jour de mobilisation contre la loi El Khomri, Jean-Claude Mailly était ce jeudi 28 avril au micro de France Info pour marteler son opposition à la refonte du code du travail. Le secrétaire général de Force ouvrière, syndicat en pointe dans la mobilisation contre le projet de loi Travail, a assuré qu'il était confiant dans la réussite de cette journée : "**Ça mobilise dans les troupes de FO, la CGT me dit la même chose (...), ça va être une bonne journée de mobilisation**". Tout en reconnaissant, vacances scolaires obligent, qu'à "Paris, il y a aura moins de jeunes". Sept syndicats de salariés et d'étudiants ont répondu à l'appel à manifester et il faut compter aussi sur les grèves dans le secteur des transports, dans le ciel comme sur les rails.

"Non, ça ne s'essoufle pas", veut croire Jean-Claude Mailly. Qui en profite pour porter un nouveau coup au projet de loi, sur la disposition favorisant les accords d'entreprises sur les accords de branche : "L'inversion des branches, c'est anti-

républicain (...), c'est un facteur d'inégalité, de précarité et ça ne correspond pas avec la valeur d'égalité républicaine", estime-t-il. Les Economistes atterrés, dans une tribune publiée sur le site de Marianne, décryptaient cette philosophie dans ces termes proches :

"Selon le principe de faveur, les accords d'entreprise et de branche ne pouvaient prévoir que des modalités plus favorables aux salariés que les règles d'ordre supérieur. Ainsi, la loi empêchait les entreprises de trop utiliser le rapport de force face à des salariés en position de faiblesse. Le projet de loi, suite aux exigences du patronat, inverse cette hiérarchie. Les accords d'entreprise pourront prévoir des dispositifs moins favorables aux salariés que les dispositions générales et que les accords de branche. Ainsi, faire primer les accords d'entreprise sur le droit du travail suppose que le patron et les salariés sont sur un pied d'égalité, qu'il n'y a pas de rapport de subordination entre eux."

### Blum, au secours !

Jean-Claude Mailly rappelle d'ailleurs, alors même que le 3 mai François Hollande célébrera les 80 ans du Front populaire, que ce "principe de faveur" a été obtenu lors des accords de Matignon sous la présidence de Léon Blum le 24 juin 1936... "**Ce serait quand même curieux qu'un Parlement qui se dit socialiste casse ce qu'a fait Léon Blum**", ironise-t-il.

Selon le secrétaire général de FO, cette mesure ne serait d'ailleurs réclamée que par le Medef : "On supprime l'accord de branche qui assure un minimum de régulation économique et un minimum de régulation sociale (...) ce que demandent d'ailleurs les PME et les artisans". Ne reste donc qu'une solution, selon Jean-Claude Mailly : "**Si on veut encore faire bouger il faut qu'on se mobilise, aujourd'hui et le 1er mai**".



## VII) Comment le camp Valls pousse la gauche dans le néoconservatisme

Fabien Escalona



Manuel Valls quittant le palais de l'Élysée le 13 avril 2016 | STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

Les vallsistes font le pari d'un combat militaire, sécuritaire et culturel.

Sauf lorsqu'il parle du cannabis, les propos de Jean-Marie Le Guen (secrétaire d'État aux relations avec le Parlement) ont en général moins d'audience que ceux de Manuel Valls. Pourtant, c'est bien lui qui formule le mieux et le plus régulièrement, dans des textes pour la Fondation Jean-Jaurès, le fond de l'orientation politique du Premier ministre que de nombreux observateurs tentent de décrypter. Dans *La gauche qui vient* (un essai en ligne), le cap idéologique et stratégique du camp vallsiste continue ainsi de se préciser sous sa plume.

En juillet 2014, nous avons déjà évoqué sur Slate la tentation «sociale-conservatrice» de Manuel Valls. Ce terme voulait désigner l'esquisse, depuis le camp social-démocrate, d'un modèle de société fondé sur la méritocratie, la compétitivité et l'évitement des conflits moraux et économiques, sous les auspices d'un ordre républicain figé. Depuis, certaines évolutions frappantes du discours vallsiste inciteraient presque à parler de tentation «néoconservatrice».

Il faut dire que la politique étrangère française tend davantage que par le passé à se caractériser par un interventionnisme armé et une diplomatie punitive justifiés par des valeurs universalistes, ce qui n'empêche pas des décisions de *realpolitik* confinant au cynisme. Manuel Valls est un de ceux qui poussent le plus loin, surtout à gauche, la rhétorique de «guerre contre le terrorisme» et de défense de la «civilisation», tout en assumant crânement des relations complaisantes avec l'Arabie saoudite. Le registre de la mobilisation

antitotalitaire contre le Mal a d'ailleurs amené le Premier ministre à dresser récemment une analogie entre le djihadisme contemporain et le nazisme, qui ne laisse évidemment aucune place aux «thèses pacifistes et isolationnistes» fustigées par Le Guen dans son essai.

De plus, le néoconservatisme à ses débuts s'est aussi défini en opposition à la gauche contestataire des années 1960-1970, attentive aux revendications des minorités et soupçonnée d'un relativisme moral et culturel propre à repousser la majorité silencieuse. Or, le Premier ministre et son entourage se veulent justement en première ligne d'un combat pour la laïcité qui les amène à traquer toute complaisance supposée avec les tendances communautaristes de la société. D'où une croisade contre «l'islamo-gauchisme» et quelques têtes de Turc, à l'instar de Clémentine Autain, accusée par Le Guen de «différentialisme culturel»[1].

### «Nationalisme du cercle de la raison»

Cela dit, le néoconservatisme est très identifié aux débats américains et possède surtout une généalogie et une histoire complexes, dont Justin Vaïsse a bien retracé les différents âges. En l'absence de label existant tout à fait satisfaisant pour décrire une doctrine vallsiste se précisant au fil du temps, on pourrait plutôt parler d'un «nationalisme du cercle de la raison»[2], défini depuis une gauche se vivant en «état de guerre».

Cette doctrine se pose explicitement en opposition au nationalisme exclusiviste du FN et à une gauche contestataire moquée pour ses «vieilles lunes» anticapitalistes et soupçonnée de diviser le corps national en succombant au relativisme culturel.

C'est en tout cas ce que l'on retient de l'essai de Jean-Marie Le Guen, où la République (présente dès le sous-titre) est sans cesse convoquée comme la glu d'un discours normatif dont l'auteur tire de manière assez franche les conséquences stratégiques. Les remèdes proposés, s'ils paraîtraient amers à beaucoup à gauche, découlent de critiques qui tapent parfois juste contre une offre sociale-démocrate à bout de souffle. Mais avant d'évoquer ces aspects, revenons sur la construction de l'argumentation vallsiste.

L'essai s'ouvre sur la série de «ruptures» qui exigeraient de redéfinir la raison d'être et les objectifs de la gauche, un peu comme la

«mondialisation» avait justifié l'orientation de la Troisième voie blairiste (son inéluctabilité et l'inutilité de sa contestation radicale font d'ailleurs partie des présupposés de l'essai). À côté de la crise économique, des difficultés de l'intégration européenne, du défi climatique... c'est surtout «la guerre aux portes de l'Europe» qui est au cœur de l'argumentation. Les actes terroristes commis sur le sol français signifieraient la fin du temps de «l'innocence» pour la gauche et cette dernière devrait se mettre en règle avec une menace d'un nouveau type, notamment en se livrant à un ordonnancement inédit de son agenda politique.

### ***La gauche redéfinie par le camp Valls se fixe pour priorité la définition du camp de la République et ambitionne à terme sa direction***

Parlant de cette menace, Le Guen évoque les interventions à l'étranger comme «des options de sécurité avancée». Sa formule fait directement écho à l'idée qu'un même ennemi (en l'occurrence Daech) créerait désormais un continuum entre le front extérieur et le front intérieur. Une telle conception renvoie à une évolution déjà en cours de la doctrine française de défense, d'ailleurs poussée par le criminologue Alain Bauer (un proche de Valls de longue date). Elle se retrouve en effet dans les Livres blancs de 2008 et 2013, qui incluent dans leur titre le concept contesté de «sécurité nationale».

Pour certains militaires et universitaires, ce nouveau modèle stratégique charrie le risque d'une confusion des missions et des moyens confiés à l'armée, à la police et au renseignement, dont les modes d'engagement et l'encadrement juridique sont pourtant différents. Parmi leurs craintes, figurent l'installation pernicieuse d'un régime d'exception quant au contrôle des forces de l'ordre par l'autorité civile sur le territoire national, ou encore des choix budgétaires défavorables aux besoins des armées sur les théâtres extérieurs[3].

### **Cap stratégique**

Insistant sur ce nouveau type de guerre dans laquelle la France serait prise qu'elle le veuille ou non, Le Guen s'oppose clairement à ceux qui voudraient limiter l'emploi du terme pour justement éviter des «glissements juridiques» et l'occultation d'autres types de conflits dans le cadre démocratique (voir l'excellente contribution d'Aude Lorriaux à Slate sur ce sujet). Selon lui, «les questions républicaines, sécuritaires et

civilisationnelles s'imposent aujourd'hui avec force d'elles-mêmes».

Par conséquent, la gauche redéfinie par le camp Valls se fixe pour priorité la définition du camp de la République et ambitionne à terme sa direction. En plus de répondre à la situation géopolitique contemporaine, ce cap stratégique propose une issue à un ordre électoral bouleversé par la montée en puissance du FN. Dans une précédente contribution à la Fondation Jean-Jaurès, qui accompagnait une offensive de Valls contre le FN, Le Guen expliquait déjà que ce parti représentait une «question centrale» et qu'il fallait trouver des moyens pour «enjambrer les alternances», même avec le mode de scrutin actuel.

Dans La gauche qui vient, il appelle à édifier une «maison commune» qui annoncerait à l'avance, pour qu'ils fonctionnent d'autant mieux, les désistements mutuels face à l'hydre frontiste. Ceux-ci se produiraient entre responsables assez raisonnables pour dépasser l'opposition droite-gauche sur des sujets essentiels comme la lutte contre le terrorisme, ou les réformes structurelles propres à rapprocher le modèle français de ses partenaires européens les plus compétitifs.

L'idéologie de rassemblement national vallsiste, nouée autour d'un idéal républicain défini avec parcimonie, se fixe ainsi pour adversaires tous ceux qui briseraient l'unité nationale nécessaire pour faire face à la menace terroriste et s'adapter à la mondialisation. Elle implique d'écarter non seulement un FN à démystifier en permanence, mais aussi ceux à droite qui seraient contaminés par ses thèmes et constitueraient avec lui un «bloc réactionnaire». Elle suppose également une rupture avec «une certaine gauche» suspecte de sympathie avec les entrepreneurs en «séparatisme» ethnique et religieux.

### **Propos choc**

Dès lors, on comprend bien la logique des propos choc de Valls au théâtre Dejaset («bien sûr, il y a l'économie et le chômage, mais l'essentiel, c'est la bataille culturelle et identitaire»), redoublés par les attaques répétées de Le Guen contre «l'économisme».

On notera cependant qu'emporté dans son élan contre les «séparatistes» le camp Valls prend parfois le risque de ressembler à ceux qu'il accuse d'être tentés par le bloc réactionnaire.

Poser la question du droit à porter le foulard à

l'université fait par exemple davantage penser à une proposition de candidat à la primaire du parti Les Républicains qu'à l'esprit de la loi de 1905, dont les vallsistes se proclament pourtant les gardiens (trop?) zélés. On remarquera aussi la pudeur qui s'empare de Le Guen lorsqu'il s'agit d'évoquer l'extension de la déchéance de nationalité, présentée comme «un débat polémique».

***L'idéologie de rassemblement national vallsiste se fixe pour adversaires tous ceux qui briseraient l'unité nationale nécessaire face à la menace terroriste***

N'oublions pas non plus la facilité avec laquelle le discours sur les limites des capacités d'accueil des réfugiés est repris par Valls et ses proches. Au cours d'un voyage en Allemagne même, le Premier ministre a ainsi moqué le choix initial d'ouverture d'Angela Merkel. Dans son essai, le Guen écrit clairement que «la réponse la plus durable et la plus adaptée consiste bien à développer l'accueil dans les pays limitrophes. Ce qui suppose nécessairement une intensification notable de notre soutien humanitaire et économique à ces pays». Mais surtout pas chez nous...

## République universaliste

Le changement de culture politique et de stratégie électorale que les vallsistes promeuvent est bien évidemment critiquable, mais ne peut pas être balayé d'un revers de main comme une simple pulsion droitière d'une sensibilité minoritaire du PS. D'abord parce que son existence ne se comprend que grâce à l'épuisement de la social-démocratie française, y compris dans son évolution «sociale-libérale».

Les premières années du mandat Hollande ont bien montré la difficulté à nouer des compromis positifs pour le salariat entre syndicats et patronat dans le contexte actuel, ainsi que l'incontournable prix à payer pour ne pas remettre en cause un «projet européen» de plus en plus défavorable au modèle socio-productif français. Quand les vallsistes répliquent à une Martine Aubry choquée par la loi travail de n'avoir pas de projet alternatif, c'est bien le procès d'une social-démocratie sans base matérielle et institutionnelle qu'ils dressent, avec quelques arguments. En bref, les composantes de la majorité rassemblée par Cambadélis au PS, et qui ne se retrouvent pas dans les choix du tandem exécutif, sont appelées à

hausser leur niveau de jeu.

Pour autant, le camp Valls a aussi consciences des limites d'une fuite en avant dans les concessions à la norme marchande et concurrentielle. Dans le schéma social-libéral, le centre-gauche compte en retirer des gains globaux pour la société, dont une partie peut même être répartie entre les perdants de la compétition économique. Mais dans la crise structurelle du capitalisme mondial et de la Zone euro, cette carte ne permet pas d'obtenir ce genre de résultats, en tout cas à court terme. D'où la volonté de minimiser les enjeux économiques et d'accorder une centralité au projet de «République universaliste».

C'est aussi grâce aux évolutions dans le champ intellectuel français que cette réponse vallsiste a été rendue possible. Pour justifier les contours du camp républicain, Le Guen explique ainsi qu'ils ne se confondent pas avec ceux des forces acceptant le jeu démocratique. Si l'on comprend bien le sens de son argumentation, cette opposition entre République et démocratie rappelle furieusement le *distinguo* opéré par Régis Debray dans les années 1990, qui a favorisé ce que Serge Audier a décrit comme une «captation néogaullienne de la tradition républicaine»[4]. De fait, la plupart intellectuels français contemporains se proclamant de la République en ont livré une version toute particulière, enfermée dans le cadre national, paternaliste envers les demandes diverses de démocratisation et très peu subversive en matière économique et sociale.

Front républicain

Enfin, la perturbation par le FN de l'accès au second tour pour les deux partis alternant au pouvoir depuis 1981 constitue un argument clé de la stratégie vallsiste. Dans son essai, Le Guen ne manque pas de citer le cas des régions où le PS s'est fait hara-kiri pour empêcher le FN de l'emporter, en réussissant l'exploit de n'avoir aucun élu dans un scrutin à la proportionnelle. Face à ce genre de situation intenable à long terme, le camp Valls propose d'assumer un «front républicain» avant le scrutin afin de prévenir les électeurs, à moins que la droite ne porte le stigmate de le refuser.

Surtout, les vallsistes anticipent une situation où un nombre important de triangulaires aux législatives à venir pourrait empêcher la formation d'une majorité présidentielle sur la base de la seule droite ou de la seule gauche. Leur perspective consiste à organiser sciemment une collaboration minimale entre les forces du «cercle

de la raison», plutôt que de se livrer à des déchirements inutiles qui risquent de se révéler trop coûteux.

En résumé, là où la ligne socio-économique du président détruit sa popularité et ne rend possible l'élargissement de la «belle alliance» de Cambadélis qu'à des forces déjà satellisées ou des figures secondaires de la vie publique, les vallsistes veulent l'intégrer dans un combat militaire, sécuritaire et culturel, qui ouvre du même coup sur un terrain d'alliances libératoire de la gauche «rouge-verte». Cela dit, il s'agit d'un pari fait sur une situation politique encore chaotique et qui évoluera en fonction des choix électoraux des Français en 2017, et qui implique un lien de plus en plus distendu avec une culture socialisante et antiautoritaire dont les vallsistes ont tendance à minorer un peu rapidement l'existence et surtout les possibilités de résurgence.

Y a-t-il alors un espace au PS pour ceux qui ne désirent pas se désancrer de la gauche (que ce soit derrière Valls ou derrière Macron), et qui ne sont pas non plus nostalgiques du socialisme à jamais perdu des années Jospin ou même Mitterrand ? Certains y travaillent à l'aile gauche, d'autres depuis la majorité historique, qu'il s'agisse du membre du conseil national du PS Mehdi Ouraoui, qui vient de cosigner une tribune sur la «quatrième gauche» à inventer; ou du secrétaire d'État Matthias Fekl, qui est en train de se bâtir une identité sur le retour de l'ordre public dans la compétition économique et sur la rénovation des institutions de la Ve République.

1 — Une accusation dont l'intéressée se récrie sur son profil Facebook et qui apparaît douteuse à lire une de ses interviews, où elle refuse explicitement de réifier et d'opposer les identités entre elles. Clémentine Autain a aussi publié une tribune dans Le Monde en réponse aux accusations de Jean-Marie Le Guen. Retourner à l'article

2 — Le «cercle de la raison», expression forgée par Alain Minc, fait référence à tous ceux qui partagent une même idée de la seule politique responsable qui vaille, à savoir l'adaptation du modèle social français à la mondialisation productive et financière. Retourner à l'article

3 — Voir l'enquête de David Servenay, «À quoi pense l'armée», dans La Revue du Crieur n°3, pp. 18-33. Retourner à l'article

4 — Serge Audier, La pensée anti-68, Paris, La Découverte/Poche, 2009. Retourner à l'article

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**



Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !  
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog  
[www.overblog.com](http://www.overblog.com)